

Archives 2010-2020 du blog "Les ruchers de l'an 01"



Les Ruchers de l'An 01



Faut-il sauver l'ITSAP?

Août 2017

L'ITSAP, ce sont 3 000 000 d'euros investis, et chaque année des publications scientifiques sur la filière apicole. Depuis quelques mois, nous voyons fleurir sur les réseaux des appels aux dons afin de sauver l'ITSAP (*Institut Technique et Scientifique de l'Apiculture et de la Pollinisation*). Mais tous les apiculteurs ne voient pas d'un bon œil ce sauvetage.

Cette structure semble bien utile : études sur la pression varroa, conseils aux apiculteurs, étude des exploitations apicoles, recherches sur l'influence des pesticides... Et pourtant, de nombreux apiculteurs ne soutiennent pas cette structure, un syndicat (*la FFAP*) ayant même quitté le conseil d'administration devant le "manque démocratique" de son fonctionnement.

Pour le comprendre, il faut remonter à sa création. En 2008, le député UMP Martial Saddier rédige un rapport commandé par le premier ministre François Fillon : **"Pour une filière apicole durable"**. Dans ce rapport, il lui conseille la création d'une interprofession, et de l'ITSAP. Comme la création d'une interpro semble délicate, ces messieurs se concentrent sur l'institut technique : le futur ITSAP. Ils vont s'appuyer sur une structure existante : le CNDA (*Centre National de Développement Apicole*) qui regroupe une grande partie des ADA

locales (*Association de Développement de l'Apiculture*). Jusqu'ici, tout va bien : l'État s'appuie sur ce que les apiculteurs ont créé et qui fonctionne déjà.

En 2009, le CNDA change ses statuts pour devenir une agence d'État. Et c'est là que ça se complique. Le CNDA rejoint l'ACTA (*Fédération des instituts techniques agricoles*) et doit ouvrir sa gouvernance à des acteurs nouveaux... Autrement dit : on retire aux apiculteurs la gestion de cet institut technique. Martial Saddier avait prévenu dès 2008 dans son rapport : *"Enfin, afin de favoriser dans un premier temps le démarrage effectif des travaux, la présidence de séance devra être confiée à une ou deux personnalités d'horizons différents, extérieures à la filière."*

Et ces personnes du ministère imposent la gouvernance en lui conditionnant certains financements. Le message est clair : si vous voulez qu'on finance, nous décidons! Les syndicats n'ont pas le choix : ils approuvent après quelques tentatives de manifestations et autres pressions. Seul la FFAP ira jusqu'au bout en choisissant de quitter le navire.

Ce qui coince : le ministère impose les statuts aux autres acteurs, les membres du comité scientifique sont nommés et pas élus, et les discussions qui ont lieu dans l'institut sont confidentielles (*sous peine d'exclusion en cas de "fuite"*) Un modèle de démocratie et de transparence. La manœuvre est facile à comprendre : le pouvoir de décision est retiré tout simplement aux acteurs fondateurs du CNDA, les apiculteurs.

Aujourd'hui, nous avons un conseil d'administration composé d'acteurs très divers :

Le CRDA : les acteurs historiques du travail technique sur l'abeille (*ADA et GPGR*)

Les syndicats de filière apicole : SPMF, SNA, UNAF (*La FFAP ayant quitté le CA*)

Les syndicats agricoles (*FNSEA, Confédération paysanne, Coordination rurale*)

Le FEDAPI (*Fédération des coopératives apicoles*) qui ne présente plus de membre depuis 2016

Le SFM (*Syndicat Français des Miels*) regroupant les plus gros conditionneurs français

Le SNFGMA (*Syndicat national des fabricants et grossistes en matériel apicole*)

Un membre de l'ACTA également président de la FDSEA de son département

Un membre de l'APCA qui fût vice président de la FNSEA et en est encore membre actif

S'ajoutent à ces acteurs plus ou moins proches des intérêts des producteurs, une association avec voix consultative : *Réseau Biodiversité pour les Abeilles*, financée par l'entreprise BASF. Comment une association qui fait polémique dans le monde apicole s'est elle retrouvée parmi les acteurs de l'ITSAP? Une volonté du ministère.

Le problème actuel de l'ITSAP est financier, certes. Un emprunt et un appel aux dons devraient régler le problème cette fois ci. Mais ensuite? La FNSEA et l'état comptent bien utiliser cette situation pour presser la création d'une interpro qui pourrait financer l'ITSAP (*voir leur "bulletin apicole" de juillet 2017*)

, et éviter de prendre en compte les demandes des syndicats sur la question de la gouvernance, justement. Une vision court terme, puisqu'une interprofession construite sans l'aval des syndicats de filière sera bien entendu vouée à l'échec... Certains n'apprennent rien du passé.

Si vous ne connaissez pas l'ITSAP, **je vous invite à consulter le site internet.**